



Le GNL aurait-il de l'avenir partout... sauf chez ENGIE ?

La presse vient de se faire l'écho d'une possible cession des activités GNL d'ENGIE au Groupe Total. Après ces révélations, par communiqué de presse « bref », ENGIE a confirmé réfléchir à une cession d'une partie de ses activités dans le Gaz Naturel Liquéfié (GNL) et avoir entamé des "discussions" avec des "contreparties", dont le groupe français Total.

Pourtant, les arguments en faveur du développement du GNL chez ENGIE ne manquent pas :

- ✓ **c'est un vecteur de la transition énergétique :** le gaz, à consommation égale, diffuse beaucoup moins de CO² que le charbon et le pétrole, ce qui est conforme à la stratégie d'ENGIE de contribuer à diminuer l'empreinte carbone de la planète
- ✓ **c'est une énergie d'avenir, car son usage se développe :** le GNL semble promis à un bel avenir (le gaz étant la plus propre des énergies fossiles, et se stocke facilement), ses applications se multiplient (transport sur route, transport maritime), et à l'heure où ENGIE dit vouloir promouvoir la mobilité verte, le rôle du GNL dans celle-ci est à renforcer.

Pour mémoire, le GNL représente près du tiers des échanges de gaz avec une croissance moyenne en volume de 0,6% par an sur la période 2011-2016, contre +0,1% pour les importations par gazoduc sur cette même période.

Si le GNL ne pèse pas significativement sur les finances du Groupe, il contribue à son positionnement tactique sur le marché.

D'autant :

- ✓ qu'une entreprise peut très bien opérer dans le GNL sans avoir à y investir beaucoup,
- ✓ que l'Agence Internationale de l'Energie estime, dans son rapport annuel sur l'énergie publié en novembre 2016, que d'ici 2040 la consommation mondiale de gaz naturel va augmenter significativement en volume (+ 50 % par rapport à 2014), avec une forte croissance attendue du GNL.

Pour la CFE-CGC, le maintien d'ENGIE sur cette portion de la chaîne du gaz a tout son sens, au regard des perspectives de développement du GNL dans le monde.

En outre, le GNL est une source d'approvisionnement flexible, qui peut compenser les aléas d'approvisionnement en gaz « classique », dans le cadre de **la sécurité énergétique**. Or, **ENGIE est responsable de la sécurité énergétique pour le gaz, en France.**

**LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS!**

Hamid AIT GHEZALA
Coordination CFE-CGC
59 rue du Rocher
75008 PARIS
hamid.ait-ghezala@engie.com

Même si, en Europe, le taux d'utilisation des terminaux est encore faible, leur exploitation peut représenter un moyen pour ENGIE de peser sur les fournisseurs de gaz classique, en les mettant en concurrence avec l'achat possible de GNL. De ce point de vue, le GNL constitue une flexibilisation de la chaîne gazière, qui peut être utile en cas de crise.

Or, de plus en plus, ENGIE a utilisé le GNL non plus comme une ressource pour garantir l'approvisionnement en gaz de la France, mais comme une source de profit via son activité de trading sur cette activité.

A force d'additionner les cessions (exploration production, méthaniers) et les baisses d'ambition dans le gaz, ENGIE se met en mauvaise posture au regard des autorités publiques, en renonçant à assurer la sécurité d'approvisionnement en gaz du pays.

De plus, une éventuelle cession de l'activité GNL aurait **des impacts collatéraux**. En effet, le GNL ne fait pas que travailler la BU GNL. Il participe au développement, notamment, des BU GEM, Elengy, Gazocéan qui interviennent dans la chaîne. **Et à ce rythme, que va-t-il rester comme activité gazière chez Engie ? Quels impacts aurait une cession sur les autres activités ? Cela préfigurerait-il d'autres cessions à venir dans la filière des activités gazières ?**

Rappelons que lors de l'acquisition d'Elengy par GRTgaz (janvier 2017), ENGIE assurait alors que « ce **projet de transformation illustre l'importance du gaz naturel dans la stratégie d'ENGIE dont l'ambition est de devenir leader de la transition énergétique dans le monde** ».

Pour la CFE-CGC, un éventuel projet de cession de l'activité GNL d'ENGIE serait un contresens et un renoncement de plus à l'identité gazière d'ENGIE, à l'encontre même du discours tenu par la Direction en début d'année.